

Au-delà des chiffres :

Concilier innovation,
éthique et impact

PANORAMA ACTUALISÉ

des pratiques et besoins des OSC

en gestion de données programmes

FICHE ACTION 1 – TOUS LES ACTEUR·RICES HUMANITAIRES



PROMOUVOIR LA STRUCTURATION COLLECTIVE, L'APPRENTISSAGE ET LA PENSEE CRITIQUE



CHANGEMENTS NOTABLES DEPUIS 2020

- Une structuration de base de la branche professionnelle.
- Une meilleure connaissance des données programmes et de leurs enjeux, notamment concernant la gestion responsable des données.



RECOMMANDATIONS NOUVELLES ET RECONDUITES



S'orienter vers une approche plus locale des données

Alors que l'agenda de la localisation progresse dans le secteur humanitaire, sa composante données doit être considérée comme un catalyseur, et non comme quelque chose à laisser de côté comme étant « trop complexe ». Cela implique pour les OSC internationales, les agences onusiennes et les bailleurs de fonds de s'adapter à la réalité des OSC locales et de créer les conditions d'une approche de partenariat équitable sur les données. Plus concrètement, cela signifie :

- Donner plus de place aux OSC locales et être à l'écoute de leurs besoins en données,
- Répondre à ces besoins ou établir les conditions pour qu'ils soient satisfaits, de manière adéquate en termes de ressources, d'apprentissage, de financement, etc.,
- Laisser aux OSC locales l'initiative de définir les données et les processus de reporting qu'elles jugent les plus pertinents,

- Faciliter et/ou financer des espaces permettant aux OSC locales d'échanger sur des défis communs et de partager des bonnes pratiques,
- Faire évoluer la gouvernance des données pour mieux les représenter,
- Soutenir les écosystèmes de données locaux et investir dans les leaders locaux sur ces sujets.

Voir plus de détails dans l'étude de CartONG « Changer de perspective : pour une approche locale de la donnée » (op. cit.).



Continuer à structurer la branche professionnelle

La gestion des données programmes, en tant que branche professionnelle du secteur humanitaire, s'est certainement structurée ces dernières années, mais il reste encore beaucoup à faire. Dynamiser cette branche professionnelle implique de :

- Poursuivre l'élaboration d'un cadre de compréhension commun pour la gestion des données,
- Continuer à construire un vocabulaire commun qui puisse être compris et donc utilisé par tous,
- Mettre à la disposition de tous les acteurs humanitaires des outils pertinents.

Ce faisant, les acteurs humanitaires seront mieux armés pour sélectionner des approches et des outils pertinents – limitant ainsi les erreurs techniques et stratégiques qui restent encore trop répandues, comme l'illustre le travail de recherche effectué dans le cadre de cette étude.



S'engager dans une approche d'apprentissage collectif sur les sujets liés aux données

Aucun acteur humanitaire n'est équipé pour assurer seul le suivi, l'analyse, la sélection et la production d'orientations techniques et stratégiques de toutes les méthodologies et technologies de gestion des données pertinentes pour notre secteur – tout en se concentrant sur sa propre stratégie visant à inculquer le bon niveau de connaissances et de compétences à son personnel.

À ce titre, les acteurs humanitaires sont appelés à travailler ensemble pour mieux comprendre et maîtriser les sujets, les approches et les technologies de données importants pour l'action humanitaire. Plus concrètement, cela signifie de :

- Disposer de ressources, d'options de formation et de produits d'apprentissage mutualisés,
- Faire le choix conscient de partager et de diffuser autant que possible ces supports pour aider les petites OSC à accéder à ce dont elles ont besoin pour renforcer leurs capacités sur tous les sujets pertinents autour des données.



Encourager une réflexion plus critique sur la création et l'utilisation des données

Les données ont longtemps été associées à une vision purement quantitative du S&E dans le secteur humanitaire – à l'image de l'utilisation généralisée et souvent restrictive du « pilotage par les données » (approche « *data-driven* »). Il est essentiel que notre secteur continue d'évoluer vers une utilisation plus pertinente et une pensée critique accrue autour du thème des données.

Comme le détaille cette étude, de nombreuses questions subsistent autour des données et de nouveaux risques sont également apparus ces dernières années, tels que des données non utilisées à bon escient, ayant été manipulées ou collectées de manière inadéquate ; ou l'absence de données dans les contextes difficiles d'accès ou pour les crises oubliées, ce qui fausse les signaux d'alerte quant à la nécessité ou non d'une intervention humanitaire.

Il y a donc une responsabilité collective du secteur de prendre plus fréquemment du recul sur les données – y compris en réfléchissant aux jeux de données existants – afin de développer une expertise supplémentaire et d'éviter des situations douteuses en termes de qualité des données et d'éthique. Cela signifie également que les bailleurs de fonds, les agences des Nations Unies et les têtes de réseau doivent créer – et, le cas échéant, financer – les espaces qui rendent possible la pensée critique.

05. Partir du problème à résoudre, pas de la solution pouvant être développée

Bien que de nombreuses nouvelles technologies innovantes utilisant les données puissent véritablement changer la donne, il est important de toujours les construire sur la base d'un problème pré-identifié – en particulier ceux exprimés par les acteurs locaux et les communautés – plutôt que de rechercher des problèmes qui aideront à construire un cas d'utilisation pour une solution déjà en développement.

Cela est d'autant plus important que le coût du déploiement d'une nouvelle technologie à la mode est souvent sous-estimé dans notre secteur – au-delà du coût d'achat au sens strict et des ressources humaines. Ainsi, une nouvelle technologie qui ne répond pas vraiment à une problématique ou à un besoin peut finir par apporter plus de complexité sur un territoire, créer des barrières entre les acteurs locaux et internationaux – que ce soit en termes de capacités, de méthodes de travail ou d'ancrage de la technologie dans une approche de nexus à long terme. Cela peut également finir par masquer des problèmes sous-jacents plus importants.

Chaque outil doit rester un amplificateur de ce qu'un processus vise à atteindre, plutôt qu'une fin en soi – un élément à considérer attentivement, d'autant plus qu'une proportion plus élevée de financements « orientés vers l'innovation technologique » sont disponibles ces jours-ci.

FICHE ACTION 2 – OSC



CONTINUER A INVESTIR DE MANIERE PROACTIVE DANS LES METIERS DES DONNES PROGRAMMES



CHANGEMENTS NOTABLES DEPUIS 2020

- Une meilleure intégration des données programmes dans les stratégies programmatiques d'un certain nombre d'OSC.
- La dimension éthique des données programmes est devenue une priorité pour de nombreuses organisations.
- Une proportion plus élevée d'organisations ayant des rôles et des responsabilités définis, et des rôles de leadership couvrant le sujet.
- Une rationalisation accrue est en place en termes de collecte de données et d'infobésité.
- Du personnel plus spécialisé pour faire avancer le sujet, à la fois dans les sièges et sur le terrain.



RECOMMANDATIONS NOUVELLES ET RECONDUITES



Intégrer les données programmes comme sujet de travail dans les partenariats entre toutes les OSC

Pour que les OSC locales et nationales atteignent le niveau d'adoption nécessaire sur le sujet de la gestion des données programmes, les OSC internationales doivent s'engager à adopter une approche plus locale des données et à favoriser les conditions permettant aux OSC locales et nationales d'être dans un partenariat équitable avec elles.

Ce n'est qu'à ce moment-là que les OSC locales et nationales atteindront l'appropriation nécessaire sur le sujet de la gestion des données et deviendront véritablement autonomes et proactives face aux enjeux actuels des données, ce qui conduira à son tour à des partenariats plus équitables sur le sujet avec les OSC internationales. À l'heure actuelle, le manque relatif d'experts en données dans leurs équipes est un défi spécifique pour les CSO locaux. Cela réitère la nécessité d'adopter davantage d'approches d'apprentissage collectif sur les sujets liés aux données.

Pour plus de détails sur comment cela peut être réalisé, voir la Fiche action 1 – Recommandations pour tous les acteurs du secteur.

Cela plaide également en faveur d'une augmentation des efforts de culture des données parmi le personnel non technique (voir la section suivante).

Continuer à développer le niveau de culture des données du personnel non-technique des OSC

Bien que le personnel support spécialisé sur les données, au siège et sur le terrain, soit de plus en plus courant dans les OSC, le niveau de culture des données du personnel non spécialisé est encore loin d'être suffisant.

C'est un enjeu en particulier pour les équipes de terrain, qui travaillent au contact des populations affectées, car elles ont besoin d'être sensibilisées en fonction de la nature des activités quotidiennes qu'elles mettent en œuvre et des contraintes avec lesquelles elles opèrent (principe Do No Harm, risques et opportunités liés aux populations affectées mais aussi à l'organisation elle-même, etc.).

C'est aussi un enjeu pour les équipes des programmes au siège, et pour tous les rôles managériaux, qui ne sont souvent pas en mesure d'insuffler leur expertise de manière adéquate dans les campagnes de collecte de données dont ils devraient être les principaux utilisateurs et qui devraient alimenter plus explicitement leur prise de décision.

Des outils internes et des formats d'apprentissage devraient être développés pour soutenir ce renforcement des capacités de tout le personnel non technique et réduire le fossé existant en matière de culture des données.

Voir comment cela peut être réalisé, en utilisant une approche d'apprentissage collectif, dans le Fiche action 1 – Recommandation pour tous les acteurs.

03. Continuer à intégrer les données programmes dans les stratégie opérationnelles

Bien que les données programmes soient de plus en plus présentes dans le cycle des projets, il reste de nombreuses failles, notamment en amont des collectes de données, et en fin de projet :

- En amont d'une phase de collecte : il s'agit de s'assurer que les données pertinentes seront collectées et qu'un véritable plan d'analyse est en place – les équipes programme ayant été impliquées sur ces deux aspects. De plus, pour garantir la qualité de l'analyse, il est important d'envisager des méthodes de collecte de données mixtes et d'utiliser, dans la mesure du possible, des données secondaires. Plus globalement, il est important que les acteurs humanitaires continuent de s'interroger sur la finalité de la collecte de données.
- À la fin du cycle des données : il s'agit de s'assurer que la conservation, l'archivage et la suppression des données sont correctement gérés.

Au-delà du cycle des projets, de nombreuses organisations humanitaires, en particulier les OSC francophones, doivent encore travailler sur la manière dont les besoins en données peuvent être pensés de manière programmatique, non seulement pour informer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets, mais aussi pour éclairer l'agenda plus large de l'organisation.

04. Continuer à établir un leadership et une gouvernance clairs sur la gestion des données programmes

Une implication plus forte des organes de gouvernance des OSC est nécessaire pour s'assurer que la mise en œuvre et le développement des compétences, des outils et des pratiques en matière de données programmes au sein de chaque OSC sont menés dans un souci de qualité, d'efficacité et d'éthique. Cela permettrait également de s'assurer que la structuration interne en termes de rôles et de responsabilités en matière de gestion des données est priorisée et financée au siège et sur le terrain.

05

Explorer de manière proactive de nouveaux sujets et technologies liés aux données afin d'évaluer leurs risques et avantages potentiels

Trop d'OSC évitent encore de s'impliquer sur de nouveaux sujets liés aux données ou d'utiliser de nouvelles technologies jusqu'à ce que leur utilisation devienne relativement répandue sur le terrain, et parfois même problématique car les garde-fous nécessaires ne sont pas toujours mis en place. Bien que cela ne soit peut-être pas réalisable pour les OSC locales et nationales, les OSC internationales ont un rôle à jouer en investissant en amont ces sujets afin d'évaluer rationnellement les risques et les opportunités, de prendre position si nécessaire, de déterminer les cas d'utilisation pertinents et de mettre en place des mesures d'atténuation pour leur utilisation si nécessaire.

Ces efforts seront plus faciles à réaliser s'ils sont menés collectivement, avec le soutien et la contribution des têtes de réseau et avec les conseils d'OSC spécialisées et/ou de forums d'échanges existants autour données.

Voir Fiche action 1 - Recommandations pour tous les acteurs.

FICHE ACTION 3 – TÊTES DE RÉSEAU



MONTRER LA VOIE A LEURS MEMBRES POUR AMELIORER LES PRATIQUES EN MATIERE DE DONNEES



CHANGEMENT NOTABLES DEPUIS 2020

- Sensibilisation accrue à l'importance du sujet.



RECOMMANDATIONS NOUVELLES ET RECONDUITES



Guider les OSC dans l'amélioration des pratiques autour des données programmes

Grâce à leur rôle pivot dans le secteur, tous les types de têtes de réseau – qu'il s'agisse de réseaux géographiques ou thématiques – ont un rôle de premier plan à jouer pour guider toutes les OSC dans l'adoption et/ou l'amélioration des pratiques en matière d'utilisation des données programmes. Concrètement, cela signifierait pour eux de :

- Communiquer plus régulièrement et sensibiliser les OSC sur l'importance des sujets « données » et « numérique » pour le secteur,
 - Fournir l'infrastructure pour une plus grande interaction sur ces sujets (voir la recommandation 2 pour plus de détails),
 - Soutenir leurs membres en mettant à leur disposition des formations et des ressources répondant à leurs besoins,
 - Agir en tant qu'interface clé avec les bailleurs sur ces questions au nom de leurs membres, afin que l'amélioration de la culture des données, et les sujets liés aux données et au numérique en général, soient davantage financés (voir la recommandation 3 pour plus de détails).
-

Ceci est particulièrement nécessaire pour les petites OSC, qui rencontrent plus de défis et ont besoin de mécanismes de soutien spécifiques. Par ailleurs, dans un contexte de restrictions budgétaires pour le secteur humanitaire, le rôle des têtes de réseau devrait s'avérer encore plus essentiel pour toutes les OSC.

Cela exigerait des têtes de réseau qu'elles intègrent les enjeux des données en tant que priorité et qu'elles renforcent leurs propres capacités internes afin de pouvoir proposer des initiatives et/ou des services à leurs membres sur ces questions, même si ces derniers ne les demandent pas directement. Il s'agirait aussi très certainement de travailler en contact plus étroit avec les OSC support et les acteurs spécialisés sur les sujets de données et de numérique pour le secteur humanitaire.



Mettre en place des mécanismes pour favoriser le dialogue entre les OSC et avec les acteur·rices support

Les espaces de discussion existants pour le personnel des OSC qui souhaitent échanger et renforcer leurs capacités sur des sujets liés aux données sont encore aujourd'hui limités. À l'heure actuelle, la plupart de ceux qui existent sont facilités grâce à des OSC support (par exemple CartONG, Missing Maps et HOT) ou à des secrétariats ou mécanismes dédiés (par exemple, MERL Tech, Data4SDGs, etc.).

Pour rendre les données et le numérique plus accessibles et donc plus courants, il faut également essayer de connecter ces forums avec des espaces d'échange plus traditionnels facilités par les têtes de réseau. C'est vrai dans les pays du Nord, mais encore plus dans les pays du Sud, où une telle connexion accélérerait considérablement le renforcement des capacités des acteurs de la société civile.



Plaider auprès des bailleurs de fonds sur les sujets des données et de technologie au nom des OSC

Les têtes de réseau peuvent jouer un rôle central en sensibilisant les bailleurs sur l'évolution du paysage humanitaire et en fournissant des avis et des contributions sur les pratiques et les tendances existantes dans le secteur. En raison de leur position unique, elles peuvent également recueillir les besoins de leurs membres et promouvoir de manière proactive de nouvelles idées.

Sur les sujets liés à la donnée et au numérique, cela signifie qu'elles pourraient :

- Alerter les bailleurs de fonds lorsque les contraintes liées aux données deviennent trop importantes et principalement motivées par des aspects de conformité, plutôt que par les besoins des projets ou la redevabilité envers les populations affectées,
- Encourager les bailleurs à soutenir une approche plus localisée des données en adaptant leurs besoins,
- Promouvoir des évolutions nécessaires des mécanismes de financement des OSC, en ouvrant la voie pour financer la recherche sur des approches critiques du numérique (et pas seulement le développement ou la mise à l'échelle des outils), les projets mutualisés de renforcement des capacités, et en encourageant les OSC à contribuer directement aux approches d'apprentissage collectif sur les données et le numérique en leur demandant de partager systématiquement leurs productions et leurs ressources.

On ne soulignera jamais assez à quel point les têtes de réseau ont un rôle clé à jouer dans le soutien aux approches d'apprentissage collectif, la promotion d'une approche critique sur les données et le numérique, la promotion d'une approche locale des données et l'aide aux OSC pour qu'elles acquièrent de bons réflexes, comme commencer par les problèmes et non la solution.

Pour plus de détails sur ces quatre aspects, voir la Fiche action 1 – Recommandation pour tous les acteurs.

FICHE ACTION 4 – BAILLEURS ET AGENCES ONUSIENNES



SOUTENIR ACTIVEMENT L'UTILISATION DES DONNEES PROGRAMMES PAR LES OSC



CHANGEMENTS NOTABLES DEPUIS 2020

- Davantage de réflexion sur le rôle des données programmes pour soutenir la redevabilité.
- De nombreux organismes des Nations Unies et sièges des bailleurs de fonds publient des stratégies et des exigences concernant les pratiques en matière de données.



RECOMMANDATIONS NOUVELLES ET RECONDUITES



Assurer la pérennité d'approches mutualisées et coordonnées en matière de ressources et formations autour des données

Pour garantir une adoption adéquate du sujet par tous les acteurs des OSC, les bailleurs doivent penser à long terme et continuer à soutenir les approches mutualisées autour des données entre les OSC. Plus précisément, la formation d'un plus grand nombre d'OSC – au-delà des spécialistes des données et du numérique – aidera à « développer un état d'esprit lié aux données » (comme évoqué par un bailleur), en leur montrant ce qui est vraiment possible, en clarifiant également dans le processus les politiques ou les objectifs organisationnels et de projets non spécifiques, comme le fait d'être « axé sur les données ». Concrètement, il s'agirait de :

- Continuer à financer des supports de formation et d'apprentissage mutualisés, en particulier ceux que les OSC ont habituellement du mal

- à financer (e-learning, plateformes de ressources, études, exploration de nouveaux sujets et d'outils pertinents, etc.).
- Veiller à ce que ces financements couvrent également la diffusion adéquate des ressources produites afin qu'elles puissent être accessibles aux acteur·rices qui en ont le plus besoin – un défi majeur aujourd'hui.
 - Ouvrir des discussions sur la coordination des budgets disponibles sur ces sujets entre les bailleurs – comme suggéré par un bailleur durant l'enquête.

Plus généralement, les leaders du secteur, tels que les agences des Nations Unies, devraient améliorer les instances de coordination et le leadership ayant un impact sur les OSC. Concrètement, cela impliquerait de :

- Désigner des points focaux pour les services, le cas échéant,
- Soutenir davantage les espaces de coordination.



Soutenir et financer le renforcement des capacités des OSC locales et des écosystèmes de données nationaux

Comme l'a dit Development Initiative, « nous devrions disséminer les compétences autour des données au niveau local pour créer un socle sur lequel la transformation numérique d'un pays peut être construite ». Les bailleurs de fonds et les agences des Nations Unies ont un rôle clé à jouer dans le soutien au renforcement des capacités et de l'infrastructure des acteurs locaux sur les questions et les outils de données. Cela implique pour eux de :

- Reconnaître la priorité de leurs besoins opérationnels sur les besoins de redevabilité envers leurs partenaires internationaux,
- Les laisser définir leur propre stratégie autour de la donnée,
- Financer – de manière adéquate – leur renforcement des capacités et la structuration de leurs données.

Il s'agit avant tout de soutenir les OSC locales et nationales, mais aussi de soutenir les écosystèmes de données nationaux et d'encourager la création de communautés technologiques ainsi que l'implication des jeunes dans les initiatives gouvernementales. Ce n'est qu'alors que ces acteurs et écosystèmes deviendront moins dépendants des initiatives internationales et pourront contribuer activement aux discussions autour des données et des enjeux

numériques. En prime, cela permettrait également d'éviter les « vides de données » qui peuvent conduire à un sous-financement de certaines zones peu accessibles ou de certaines crises.

03

Encourager une plus grande redevabilité vis-à-vis des populations affectées en réévaluant les attentes en matière de redevabilité vis-à-vis des bailleurs de fonds

À l'heure actuelle, de nombreuses OSC considèrent que leurs systèmes de S&E sont principalement dédiés à la redevabilité vis-à-vis des bailleurs, que ce soit en termes d'outils, d'indicateurs, mais aussi de processus tels que la conformité et le criblage. Dans un environnement où les ressources humaines et financières sont limitées, parfois fortement, cela fait obstacle à l'obligation de rendre des comptes aux populations affectées par les crises.

Les bailleurs devraient écouter cette perception largement partagée par les OSC et s'interroger sur ce qui doit être davantage priorisé. En élaborant des solutions permettant de maintenir une indispensable redevabilité par les données et processus liés, tout en simplifiant et en réduisant les attentes concernant le reste, ils ouvriraient un espace permettant aux OSC de réduire leur charge de travail sur la redevabilité ascendante – et donc de consacrer proportionnellement plus de leurs ressources limitées autour des données à la redevabilité envers les populations affectées. Cela peut se faire en imposant moins d'outils ou en construisant des outils communs qui soient pertinents pour toutes les OSC, en uniformisant certains indicateurs tout en acceptant une approche plus locale et contextualisée pour d'autres – y compris des approches plus qualitatives.

04

Encourager les débats autour de la gouvernance des données

Alors que le rôle des données dans les débats actuels sur la localisation devient de plus en plus évident, il semble que les bailleurs aient un rôle clé à jouer pour encourager les conversations autour de la gouvernance des données. Concrètement, ils pourraient :

- Soutenir les discussions sur ces sujets, en soulignant l'importance de la gouvernance des données ainsi que des systèmes qui autonomisent les
-

populations affectées, et en cherchant des moyens de mieux protéger les droits humains dans les espaces numériques.

- S'appuyer sur l'activisme local et le leadership des communautés pour une réponse humanitaire efficace, en remettant en question la fracture numérique qui fait qu'une petite poignée d'acteurs contrôlent et bénéficient d'énormes quantités de données, et de remodeler ainsi les structures de pouvoir.
- Renforcer la collaboration avec les gouvernements pour rationaliser les liens entre les systèmes nationaux et humanitaires, en respectant le mandat et les politiques de chaque partie.



Etablir des relations plus équilibrées avec les GAFAM/fournisseurs privés

Alors que la présence d'acteurs privés est de plus en plus répandue dans le secteur humanitaire, les bailleurs et les agences des Nations Unies ont un rôle important à jouer pour établir des règles de partenariat avec le secteur privé. Plutôt que de s'engager – parfois relativement aveuglément – avec des entreprises privées et des grandes entreprises technologiques qui peuvent avoir des ambitions incompatibles à long terme, ils devraient évaluer l'impact de ces interactions et relations sur notre secteur à long terme. Plus concrètement, cela signifie que les bailleurs de fonds devraient :

- Formaliser des discussions avec eux,
- Les challenger si nécessaire pour s'assurer que la technologie qu'ils proposent est compatible avec les valeurs du secteur à long terme,
- Trouver des moyens d'évaluer la technologie en question de manière indépendante et de ne pas se fier uniquement à la documentation que les acteurs privés peuvent fournir, avant de prendre des engagements à long terme qui pourraient finir par avoir un impact sur les OSC.

C'est notamment le cas des outils d'IA, pour s'assurer que les nouvelles technologies améliorent l'efficacité du secteur sans compromettre les principes humanitaires compte tenu du risque de désinformation et de mésinformation, ainsi que de tous les risques associés aux violations de données et aux biais intégrés à l'IA et ceux liés à la manière dont la technologie de l'IA sera utilisée aux sièges et sur le terrain.

Financer les évaluations d'impact liées aux données programmes, afin d'éclairer de futurs financements et d'encourager le financement de l'innovation

Les bailleurs devraient expérimenter le financement d'évaluations d'impact des projets de données et de renforcement des capacités. Cela créera les conditions d'une confiance et d'une transparence accrues dans le financement de l'innovation et, espérons-le, d'une augmentation qui permettrait au secteur humanitaire d'atteindre des niveaux de financement de l'innovation similaires à ceux du développement international, ou même aux industries du secteur privé les moins dépensières - comme l'industrie du papier ou de la métallurgie de base, qui investissent toutes deux plus que le secteur humanitaire dans l'innovation¹.

On ne saurait trop insister sur le rôle clé que les bailleurs et les agences des Nations Unies ont à jouer dans l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques et normes en matière de données et de technologies au sein du secteur. Grâce à leur positionnement et au financement qu'ils fournissent, les bailleurs disposent également d'une marge de manœuvre importante pour soutenir les approches critiques autour de la création et de l'utilisation des données et pour s'assurer que tous les acteurs concernés sont intégrés aux discussions, en particulier les organisations et les écosystèmes locaux.

Pour plus de détails, se référer à la Fiche action 1 – Recommandations pour tous les acteurs.

¹ « [Humanitarian R&D Imperative - How other sectors overcame impediments to innovation](#) », Deloitte/World Humanitarian Summit, mai 2015

FICHE ACTION 5 – OSC SUPPORT SPECIALISEES



CONTINUER A S'ADAPTER POUR QUE LE SECTEUR PUISSE NAVIGUER CORRECTEMENT LES ENJEUX LIES AUX DONNEES



CHANGEMENTS NOTABLES DEPUIS 2020

- Le réseau des OSC et organisations de support sur les données et le numérique ne cesse de se développer, notamment à travers le réseau H2H, avec plus de capacité à conseiller et influencer l'écosystème.
- Le support et les services sont plus adaptés aux besoins des OSC et les aident à mieux naviguer de nouveaux enjeux tels que la localisation, la redevabilité vis-à-vis des populations affectées, les questions de cybersécurité, bien que certains sujets liés aux données – tels que les systèmes informatiques – présentent encore des lacunes.



RECOMMANDATIONS NOUVELLES ET RECONDUITES



Être à la pointe de la réflexion et de l'accompagnement sur les enjeux liés aux données et au numérique et l'évolution des pratiques pour le secteur

Au-delà de se concentrer sur la (simple) réponse aux besoins immédiats par des initiatives ponctuelles ou en utilisant des technologies innovantes, les OSC support ont la responsabilité – et la mission – d'être un catalyseur du changement sur les enjeux actuels de la donnée, tant par leur travail que par leur posture. Plus concrètement, si les OSC support spécialisées souhaitent rester pleinement pertinentes pour le secteur, elles doivent viser à :

- Continuer à apporter une réflexion critique sur les nouveaux enjeux et technologies tels que l'IA, la gouvernance des données et la redevabilité envers les populations affectées,
- Montrer l'exemple sur l'angle « données » des enjeux sectoriels tels que la durabilité et la localisation,
- Continuer à produire des ressources pertinentes et à fournir des services basés sur les besoins des OSC (voir point 2 pour un exemple spécifique),
- Réussir à obtenir des financements pour des sujets spécifiques qui profitent à l'ensemble du secteur (voir point 3 pour un exemple concret),
- Continuer à créer des espaces et à investir dans leurs réseaux et leur plaidoyer collectif.

Cela signifie pour chaque OSC support de collaborer davantage avec d'autres OSC spécialisées et de créer des ponts entre les initiatives et les canaux existants (dans la mesure du possible), afin d'éviter les doublons. Cela signifie également travailler plus étroitement avec les têtes de réseau pour atteindre un public aussi large que possible.



Mettre davantage l'accent sur l'amélioration de la qualité et de la pertinence des données collectées

L'étude met en valeur que la qualité et la gestion responsable des données restent toutes deux des enjeux majeurs dans le secteur humanitaire. Avec leurs capacités affirmées sur toutes les composantes de la qualité des données et des pratiques responsables en matière de données, les OSC support doivent être motrices sur ces sujets. Cela implique par exemple de :

- Dialoguer avec les partenaires sur ces sujets et les aider à réfléchir au niveau de qualité requis par rapport à l'investissement associé – pour les garder proportionnés aux besoins,
 - Remettre en question et mettre en évidence de manière proactive les lacunes dans les données du secteur dont elles pourraient être conscientes.
-

Explorer comment l'évaluation de l'impact des données programmes et des nouvelles technologies peut être mieux réalisée – pour aider à augmenter les financements directs

De nombreux bailleurs de fonds ont du mal à justifier le financement direct des activités autour des données programmes dans le cadre de la mise en œuvre des projets, voyant le sujet comme une « boîte noire ». De même, ils ne sont pas toujours enclins à financer les travaux sur une vision critique et l'évaluation d'impact des nouvelles technologies et des enjeux autour de la donnée.

Les OSC support spécialisées sont bien placées pour déterminer ce qu'il est réellement possible d'évaluer en ce qui concerne l'impact des données, en apportant des éléments plus tangibles à la discussion, et pour travailler avec les têtes de réseau pour s'assurer que ces activités soient davantage financées par les bailleurs. Cette nécessité de mieux démontrer l'impact des données programmes est essentielle pour tous les acteurs humanitaires – elle est particulièrement essentielle pour les organisations locales spécialisées/H2H, qui ne peuvent pas autrement avoir suffisamment de visibilité et de reconnaissance dans le secteur et, par conséquent, accéder aux financements².

Les OSC support spécialisées sont également dans une position unique pour analyser le paysage autour des nouveaux enjeux des données, des avantages et des contraintes des nouvelles exigences ou pratiques, des opportunités offertes par les technologies innovantes et leurs pièges potentiels, ainsi que pour produire des lignes directrices sur la meilleure façon de les utiliser ; mais aussi pourquoi elles devraient parfois être ignorées pour continuer à respecter les principes humanitaires. Cela devrait également inclure – lorsque cela est possible – un lien avec la recherche universitaire, y compris sur les pratiques humanitaires.

² Cf. les recommandations dans « [Local Service Providers in Humanitarian Response: Pathways for Engagement with the H2H Network](#) ».



CartONG

23 Boulevard du Musée
73000 Chambéry (France)
+33 (0) 4 79 26 28 82

info@cartong.org
www.cartong.org